



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2016  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-cinquième session

1<sup>er</sup>-10 février 2017

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

### Déclaration présentée par la Global Foundation for Democracy and Development et la Fundación Global Democracia y Desarrollo, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

La réduction de la pauvreté dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes stagne depuis 2012, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Dans son rapport de 2015 intitulé « Inclusive social development: The next generation of policies for overcoming poverty and reducing inequality in Latin America and the Caribbean », l'organisation estime que pour 19 pays d'Amérique latine en 2014, 167 millions de personnes vivent toujours sous le seuil de pauvreté (28 % de la population totale), dont 71 millions (12 % de la population totale) sont démunis de tout. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 appelant à mettre un terme à toutes les formes de pauvreté et ayant dégagé un consensus sur la nécessité d'aller vers des sociétés plus égalitaires, nous devons réorienter le modèle de développement vers un développement social inclusif, où l'égalité doit être le principal objectif et une condition indispensable pour réduire la pauvreté.

Au niveau sectoriel, le rapport annuel du Conseil mondial des voyages et du tourisme sur les Caraïbes, intitulé « Travel & Tourism Economic Impact 2015 », indique que la contribution totale du secteur touristique au produit intérieur brut (PIB) de la région s'élève à 53,4 millions de dollars (14,8 % du PIB) en 2015 et devrait augmenter de 3,3 % par an pour atteindre 73,6 milliards de dollars d'ici à 2025 (15,4 % du PIB). En République dominicaine, le tourisme est la troisième source d'investissements étrangers en termes de volume, qui fait du pays le principal bénéficiaire de l'investissement étranger de la région des Caraïbes, avec 39 % des 5,975 milliards de dollars investis en 2015. En effet, avec plus de 5 millions de touristes par an, c'est-à-dire plus que tout autre pays des Caraïbes, cette destination a enregistré une croissance constante ces quatre dernières décennies et comme le Gouvernement cherche à atteindre 10 millions de touristes d'ici à 2022, il permettra de créer de véritables possibilités de croissance économique durable, qu'il faudra associer à des politiques et à des méthodes qui aideront le pays à aller vers une société plus égalitaire. Le tourisme est un important vecteur de diffusion de la croissance, mais les possibilités de croissance durable qu'il offre n'ont pas été pleinement évaluées ni mises en œuvre.

Compte tenu de ces faits nouveaux, la Global Foundation for Democracy and Development (GFDD), dont la mission consiste à promouvoir le développement durable de la République dominicaine, a récemment publié un ouvrage intitulé « Challenges for Sustainable Growth through Tourism in the Dominican Republic ». Examinant les défis que présente le développement d'une croissance inclusive durable par le tourisme, l'étude formule des recommandations pour que les plus pauvres et pas uniquement les sociétés multinationales tirent parti du développement économique. Entre autres recommandations, cette étude préconise la mise en œuvre d'initiatives qui encouragent les idées novatrices d'entrepreneurs locaux. Un exemple : le prix « Premio Alianza » décerné par la Alianza Dominicana por el Emprendimiento y la Innovación, qui contribue à promouvoir les actions de jeunes entrepreneurs dominicains ayant eu un effet positif sur l'économie pendant un an.

La plupart des publications sur le tourisme et le développement sont très critiques à l'égard des effets du tourisme sur l'environnement, les cultures et les communautés, certains auteurs allant jusqu'à se demander si le tourisme recèle un potentiel bénéfique quelconque. Ces publications notent que le tourisme est dominé

par les sociétés transnationales et qu'en les recettes qu'ils génèrent ont plus de chance de « se retrouver » auprès des entreprises étrangères que de créer des liens avec les communautés locales. Le tourisme dans les Caraïbes est dominé par les centres de vacances et les croisières en formule « tout compris », ce qui complique considérablement la création de liens avec les économies locales, en l'absence de cadres institutionnels. Certaines organisations, comme BeachCorps, la Grupo Puntacana Foundation ou le Centre for Responsible Travel, cherchent des solutions pour limiter autant que possible les effets négatifs du tourisme sur l'environnement (notamment en encourageant des initiatives « zéro déchet ») et de renforcer au maximum l'impact des projets de tourisme responsable sur les communautés locales. Leur travail aide à développer un secteur touristique durable de niche capable de rivaliser avec celui des pays des Caraïbes voisins. Malgré ces efforts, le secteur touristique dominicain reste isolé, tant sur le plan géographique - l'essentiel de l'activité touristique se déroulant dans des régions isolées du pays - que sur le plan économique, en raison des avantages fiscaux et de la forte présence d'hôteliers étrangers qui contribuent à ces pertes économiques. Trois questions essentielles doivent être réglées pour que le développement économique par le tourisme puisse profiter aux plus pauvres : 1) les obstacles à l'emploi dans le secteur du tourisme, 2) l'absence de chiffres sur les liens avec les fournisseurs de produits locaux, notamment agricoles, enfin 3) la formule « tout compris », qui limite la dispersion des dépenses des touristes.

Notre étude souligne que l'un des principaux obstacles à l'emploi dans le secteur du tourisme est le manque d'accès à un enseignement de qualité. Les critères de recrutement se sont devenus beaucoup plus rigoureux ces quinze dernières années, ce qui complique l'entrée dans le secteur de candidats n'ayant pas terminé leurs études secondaires. Une fois engagés par un hôtel, les candidats ont souvent accès à une formation complémentaire, mais les exigences minimales ayant augmenté, les groupes socioéconomiques les moins favorisés sont souvent privés de cette opportunité. Par conséquent, l'étude préconise des mesures renforcées en matière d'enseignement public, afin d'offrir des possibilités d'emploi dans ce secteur à tous les groupes sociaux, et non pas à un petit segment de la population dominicaine.

Le deuxième problème souligné dans notre rapport concerne l'absence de chiffres sur l'agriculture nationale. Dorothea Meya, dans son étude « Pro-Poor Tourism: From Leakages to Linkages » de 2007, indique que les « pertes » économiques du secteur touristique de la région des Caraïbes se situent entre 45 et 70 %, et que les taux d'importation s'élèvent de 45 à près de 90 %. Certes, ces chiffres ne sont que des estimations mais nous observons effectivement un certain nombre de liens qui privent les communautés locales des retombées économiques du tourisme. L'étude souligne que même si les représentants des chaînes hôtelières déclarent que 90 % des produits alimentaires proposés dans les hôtels proviennent de sources locales, les meubles et autres équipements proviennent bien souvent de l'étranger. Et comme souvent quand la demande provenant d'un secteur augmente, les agriculteurs locaux n'en retirent généralement que des bénéfices limités en raison d'arrangements économiques avec des sociétés intermédiaires qui doivent continuer d'assurer leurs dépenses de fonctionnement. Il convient donc de poursuivre les recherches et de continuer de formuler des recommandations de politique générale qui permettraient de renforcer ces liens, si l'on veut que le pays soit en mesure de développer son secteur touristique au profit des économies locales.

Troisièmement, malgré les effets positifs qu'elle a sur l'emploi et l'intégration du tourisme au secteur agricole qu'elle peut favoriser, la formule du « tout compris » reste un obstacle majeur à la dispersion des dépenses des touristes. Soulignant qu'une grande partie de l'argent dépensé par les touristes demeure dans l'enceinte des chaînes hôtelières, notre rapport en appelle à l'État pour qu'il aide les municipalités à développer les communautés et contribuer à l'amélioration du patrimoine côtier. Une telle démarche devrait favoriser un tourisme culturel et le développement d'autres produits touristiques intéressants, qui attireraient les touristes hors de leurs auberges pour aller à la rencontre des artisans locaux et découvrir entreprises, marchés et restaurants locaux.

Les pôles de concentration touristique, de plus en plus mis en avant par le Conseil national de la concurrence de la République dominicaine ces vingt dernières années, sont un moyen efficace de s'appuyer sur le vaste potentiel disponible des parcs nationaux et du tourisme maritime en regroupant les acteurs du secteur touristique par spécialisation ou par situation géographique, afin de créer des alliances gagnant-gagnant. Si ces ressources sont gérées de manière durable, de telles mesures devraient contribuer à renforcer et à diversifier le secteur et à faire profiter de cette opportunité économique ceux qui en ont le plus besoin.

La GFDD reconnaît la nécessité d'un nouveau paradigme social, dans lequel le secteur du tourisme pourrait jouer un rôle crucial en transformant son modèle opérationnel en un modèle axé sur le développement durable, en encourageant des politiques sociales qui donnent accès à l'éducation, à la création d'emplois et à l'autonomisation économique des communautés locales, afin que tous partagent de façon plus équitable les inconvénients comme les avantages de la croissance économique. Comme nous l'indiquons dans notre rapport, malgré son succès en République dominicaine, le secteur du tourisme doit encore renforcer ses liens avec les communautés locales et la production locale. Pour que soient assurées la croissance et la stabilité à long terme des pôles touristiques, il conviendra de mettre en œuvre des réformes politiques répondant aux préoccupations des résidents quant à la fourniture de services de base, comme l'enseignement, ainsi que de créer des liens avec l'économie locale et de renforcer les zones de concentration touristique. La participation de la population et son accès à l'enseignement, mais aussi le développement des économies locales, sont des éléments essentiels pour réaliser le développement durable dans les pays développés et les pays en développement du monde entier et pour atteindre l'objectif de développement durable 1. En revanche, comme le montrent les recherches menées par les organisations de la société civile telles que la GFDD, cette transition ne sera efficace que si elle est soutenue, tant au niveau national qu'au niveau local, par toutes les parties prenantes concernées des secteurs public et privé.

La Fondation espère que la présente déclaration fournira des indications utiles aux participants à la cinquante-cinquième session de la Commission du développement social.